

1 AGENT SUR 4 EN GRÈVE : SURTOUT PAS RÉSIGNÉS, TOUJOURS MOTIVÉS...

COMMUNIQUÉ

Hier, à l'appel de l'intersyndicale DGFIP c'est un agent sur quatre qui était en grève, dont plusieurs milliers qui ont participé, sur tout le territoire, aux manifestations et autres actions devant les centres des Finances Publiques.

A l'heure où le Parlement débat de la loi Fonction publique, il serait bon qu'il tienne compte de l'opposition des agents des Finances publiques pour, enfin, proposer un texte qui réponde aux attentes des citoyens et des agents de la Fonction publique dans leur ensemble.

A la DGFIP, plutôt que d'envoyer le courrier promis aux organisations syndicales pour détailler l'avenir de nos missions, le ministre annonce dans la presse qu'il entend transférer 3 000 agents de la DGFIP de Bercy vers la province, continuant à annoncer partout sa géographie revisitée, autrement dit, sa casse du réseau. Encore une fois, lui et le gouvernement ne tiennent pas compte de l'avis des agents, ni de l'attente sociale et préfèrent raisonner avec une calculette.

Et cela, alors même que depuis plusieurs mois, les agents luttent et combattent sous toutes les formes d'actions les plans de restructurations. Le résultat de la journée d'hier démontre bien que les agents de la DGFIP ne sont pas résignés mais, qu'au contraire, ils entendent continuer à combattre l'ensemble des projets néfastes qui les touchent.

Dès à présent, la CGT Finances Publiques appelle à faire de la fin de la campagne "Impôt sur les revenus" (IR) qui serait la dernière, selon le ministre, un moment de rencontres, de débats avec les usagers du Service public.

Face à ces menaces sans précédents, la CGT Finances Publiques appelle aussi l'ensemble des agents à se réunir pour débattre et décider ensemble des actions à mener dans les semaines à venir pour qu'un processus d'actions, s'inscrivant dans la durée, gagne tous les territoires et toutes les directions.

Dans l'unité la plus large, la CGT Finances publiques poursuivra son action pour amplifier les luttes avec l'objectif simple d'obtenir d'autres choix pour notre administration et ses agents.

